



**E**  
**D**  
**I**  
**T**  
**C**

Soutien sans faille aux sans papiers, soutien aux luttes en cours contre les projets de démantèlement de l'école publique (suppression de 11200 postes et nouveaux programmes rétrogrades pour l'école élémentaire), indispensable sensibilisation des noiséens à la crise alimentaire mondiale, proposition d'actions pour réduire l'empreinte écologique de l'économie noiséenne, projet de mise en place d'emplacements de stationnement des vélos près des équipements publics, tous ces sujets traités dans ce numéro de Paroles indiquent le sens que les Verts, élus et militants entendent donner à leurs combats, dans et hors des institutions.

Respect et fidélité à nos valeurs et respect et fidélité à nos engagements avec nos partenaires de la nouvelle majorité de gauche en sont les maîtres mots.

Ainsi, pour l'augmentation des impôts décidée lors du vote du budget primitif, les élus Verts étaient, eux, partisans d'une augmentation uniforme des taxes ménages et entreprises. Tous les partis partenaires de la majorité ont été consultés et une décision commune a été prise.

Ainsi pour la communication de la municipalité, le nouveau journal n'est toujours pas paru mais il ne va pas tarder, les élus Verts prendront toute leur place dans sa préparation. Quant au site Internet, le contrat signé par l'ancienne municipalité avec le prestataire nous interdit, hélas, pour l'instant, d'en changer l'architecture!

Ainsi pour le passage du tram, les Verts rappellent et rappelleront leur position inchangée : passage aller et retour par la rue Jean Jaurès mise en voie piétonne. Une nouvelle concertation à ce propos est prévue, nous expliquerons alors notre position aux noiséens qui en débattront dans un climat que nous souhaitons apaisé et serein.

### *L'école en lutte*

Notre ministre de l'Éducation Nationale, Xavier Darcos, est-il sourd ? Non. Il déclare mener à bien les projets de réforme de notre Président de la République. Mais Nicolas Sarkozy avait-il expliqué aux Français lors de sa campagne présidentielle très médiatique qu'il supprimerait 11200 postes dans l'Éducation Nationale ? Leur avait-il annoncé qu'il mènerait une politique aveugle et injuste ? Le 93 est malheureusement un département où le taux d'échec scolaire est très élevé. Or, les moyens déployés dans les écoles ne sont déjà pas à la hauteur des difficultés rencontrées. Pouvons-nous dès lors accepter que nos établissements scolaires fonctionnent avec moins d'enseignants ? Que les classes de nos enfants soient surchargées, que des options, des soutiens et le samedi matin soient supprimés, que des projets ne soient plus réalisés par manque de moyen ou de temps, que les enseignants ne soient plus remplacés correctement en cas de besoin ? C'est impossible; personne ne veut d'une éducation au rabais. Pour faire taire les revendications tout à fait légitimes des acteurs de terrain, Monsieur Sarkozy parle « d'un service minimum » les jours de grève. Il est évidemment plus facile pour ce virtuose de la pirouette médiatique de changer de sujet que de répondre aux vraies questions! Face au mépris et à l'absence de dialogue, soutenons tous ensemble le mouvement des lycéens, des enseignants et des parents qui refusent de voir les conditions de travail des élèves se détériorer.

Marielle Pouillard

## SANS PAPIERS ET CITOYENS

### Ils viennent du Congo, du Mali, du Maroc, de Chine, du Sri-Lanka, d'Haïti...et d'ailleurs...

Ils ont quitté leur pays, parfois depuis des années, poussés par la misère et les persécutions, à la recherche d'une vie meilleure.

Certains ont demandé l'asile en France, confiants en un pays qu'ils croient respectueux des droits de l'homme, mais ils ont été refusés ; ils n'auraient pas fourni assez de preuves des persécutions subies dans leurs pays !

Des jeunes sont venus vers 17-20 ans rejoindre un père, une mère résidant en France, après le décès de l'autre parent resté au pays, mais la préfecture leur a dit qu'il fallait venir avant l'âge de 13 ans !

La plupart travaille : petits boulots mal payés, dans des conditions difficiles, dont les autres ne veulent pas, sur des chantiers, dans les cuisines des restaurants, les entreprises de nettoyage...

Ils ont parfois des CDI et leurs employeurs qui les apprécient souhaiteraient les embaucher légalement, mais la loi ne leur en donne pas le droit.

Beaucoup ont fondé une famille, ils ont des enfants nés en France, scolarisés, les copains de nos propres enfants.

Ils sont nos voisins, ils vivent à côté de nous, mais avec la peur au ventre, car ils sont sans papiers, à la merci d'un contrôle d'identité, d'une rafle dans la rue, d'une descente de police sur leur lieu de travail...et c'est alors le centre de rétention et l'expulsion.

Et pourtant, ils en font des démarches pour avoir ces fameux papiers, ce titre de séjour indispensable ; ils en rassemblent des preuves de leur vie en France, de leur intégration ; la circulaire de juin 2006 leur avait laissé entrevoir beaucoup d'espoir, espoir très rapidement déçu, puisque beaucoup de demandes se sont vues répondre par un arrêté de reconduite à la frontière. Les dernières lois de 2006 puis 2007 ont rendu la régularisation de plus en plus difficile et même impossible.

En attendant, ils survivent, sans droits à aucune prestation sociale, même si ceux qui ont des fiches de paie versent des cotisations sociales comme tout salarié et paient des impôts comme tout le monde. Ces dernières semaines, des groupes de travailleurs sans-papiers s'organisent dans toute la France, notamment en Ile de France avec le soutien des syndicats. Des 'marcheurs' de Lille ont été reçus à la mairie de Noisy-le-Sec le lundi 5 mai et une intervention d'un lillois et d'un noiséen sans papiers est prévue au prochain conseil municipal du 29 mai.

A Noisy-le-Sec, le **Réseau Education Sans Frontière** assure chaque semaine, depuis juin 2006, une permanence d'accueil, d'info et de soutien.

Environ 200 familles ou individuels en recherche de régularisation fréquentent ce lieu d'accueil, certains d'entre eux n'hésitent pas à revenir et nous sollicitent pour les accompagner dans leurs démarches à la préfecture ou à leur convocation au tribunal.

Ce collectif n'agit pas seul mais est relié aux autres réseaux, à ceux du département et à ceux de la province et se retrouvent ensemble lors des actions collectives (manifestations, pétitions, formation...) Ce réseau fonctionnera d'autant mieux que nous serons nombreux, tous les volontaires sont les bien venus, même s'ils disposent de peu de temps, la solidarité nous concerne tous.

*Permanence hebdomadaire RESF:  
le mardi de 18 à 19 heures  
salle Charlie Chaplin 33 rue Moissan.*

Monique Dereboul et Claude Chedal

## *Ecologie Urbaine*

Agir face aux enjeux environnementaux, repenser les déplacements urbains, promouvoir les circulations douces peu polluantes et peu bruyantes, sont des priorités qui nécessitent l'adaptation et le rééquilibrage de l'espace urbain.

Aujourd'hui les cyclistes Noiséens, citoyens responsables qui participent à la protection de notre environnement et de notre santé, n'ont pas de lieux adaptés pour faire stationner leurs vélos. Il n'est plus tolérable de voir cette situation perdurer aux abords de la gare et des lieux accueillant du public. En conséquence et grâce à notre action, il est prévu l'installation de parcs de stationnement à vélos subventionnés par la Région d'Ile de France.

A Noisy le Sec ça bouge !

Patrick Lascoux

## Réduire « l'empreinte écologique »\* de l'économie noiséenne

Pour inventer les nouvelles façons de produire et de consommer plus respectueuses de l'environnement, il faut, bien sûr, de nouvelles politiques nationales et internationales. Mais les élus locaux ont également de vraies marges de manœuvres pour réduire l'empreinte écologique de l'économie de leur territoire.

Les élus peuvent aider les entreprises à élaborer des plans de déplacement de façon à ce que leurs salariés puissent se passer de leur voiture pour venir travailler. C'est moins de gaz carbonique émis et moins d'euros dépensés pour les salariés.

Ils peuvent aussi promouvoir les écofilières (énergies renouvelables, bâtiments écologiques, écoconception, ecomobilité, recyclage,...) en mettant les outils traditionnels du développement économique (zone d'activité, pépinières, société de capital risque, prêts relais...) au service des entreprises qui inventent l'économie de demain. Près de 500 000 emplois, non délocalisables, sont attendus en France dans ces secteurs dans les prochaines années. Noisy peut et doit en profiter ! Mais pour engager cette conversion écologique de l'économie, encore faut-il qu'il y ait une demande. Là encore, le rôle des collectivités locales est fondamental. D'abord, via ses marchés publics. Introduire des clauses pour obtenir 20 % d'électricité verte, du bio dans les cantines, des bâtiments publics HQE ou même à énergie positive, etc.. ne pose plus aucun problème juridique...tant que l'offre existe. La nouvelle frontière à franchir est maintenant d'introduire comme une des clauses de choix du prestataire son bilan énergétique ou son bilan carbone global. Les élus peuvent aussi favoriser les achats des biens les plus respectueux de l'environnement. Par exemple, notre future intercommunalité pourrait investir dans une société coopérative d'intérêt collectif. Elle rassemblerait les artisans de nos villes spécialisés dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Sa mission serait d'aider les habitants à établir le diagnostic des travaux nécessaires dans leur maison ou leur immeuble, à monter les dossiers d'aide, et à mettre en contact les artisans et leurs clients potentiels. Tout cela est bon pour l'emploi local, le pouvoir d'achat, la qualité de vie et la planète. Bien sûr, ce n'est pas facile. Il faut bousculer les habitudes, des services de la collectivité, comme des entreprises. Mais les élus Verts tenteront de mettre en mouvement cette capacité d'innovation sans laquelle rien n'est jamais possible.

Alain Tubiana

\*« l'empreinte écologique » quantifie pour un individu ou une population la surface au sol nécessaire pour produire les ressources consommées par cette population et pour absorber ses déchets. C'est l'impact des activités humaines sur la planète. La mesure de l'empreinte écologique donne à chacun une idée de la part de surface planétaire qu'on utilise pour qu'il puisse vivre ou survivre.

## *La crise alimentaire n'est pas une surprise*

Le 26 octobre 2007, Jean Ziegler, rapporteur spécial de l'ONU à l'alimentation, s'inquiétait devant la presse de l'augmentation du **nombre d'affamés dans le monde (850 millions)** et craignait que la production massive de biocarburants comme l'éthanol n'aggrave encore la situation.

### Dans le box des accusés :

- les dérèglements climatiques (sécheresse, ouragans, inondations, tsunamis) dus aux activités humaines et qui détruisent les récoltes autant que les maisons
- la croissance démographique qui ne s'est pas accompagnée d'une croissance des ressources alimentaires
- l'accroissement de la demande en viande animale, grosse consommatrice de céréales
- le développement des biocarburants au détriment des cultures vivrières
- le subventionnement à l'exportation par les pays du nord (maïs pour l'éthanol aux USA, PAC de l'Union européenne) qui ruinent le sud
- la hausse des prix : au Burkina Faso, le prix d'un repas a augmenté de 40% en un an et l'alimentaire représente 75% du budget d'un ménage
- la spéculation sur les prix des céréales : le 7 mai 2008 une banque belge propose une assurance-vie avec ce slogan « Tirez avantage de la hausse des prix des denrées alimentaires » !
- l'envolée des prix du pétrole

### Les incidents s'accumulent :

Manifestations contre le prix des tortillas à Mexico, rationnement au Bengale occidental, émeutes à propos du prix du blé (pain) et du riz en Egypte, au Sénégal, en Mauritanie, en Côte d'Ivoire... Dès le 3 février 2008, la FAO annonçait que 36 pays auraient besoin d'aide alimentaire extérieure.

### Que fait le gouvernement français?

N.Sarkozy annonce un doublement de l'Aide au développement ...qui a chuté de 14% en 2007 et fait de la France le mauvais élève de l'Europe.

### Pour les Verts, au contraire, il faut :

rompre avec le modèle unique et productiviste d'une agriculture tournée vers l'exportation au détriment de l'autosuffisance alimentaire

annuler la dette des pays du sud, accroître l'aide au développement, agricole, et freiner l'exode massif vers les villes où l'on ne cultive rien

lutter contre la spéculation (agrocarburants, prix des céréales)

réformer la politique agricole de l'Europe (PAC) et cesser de subventionner les groupes agro-alimentaires

Et Jean Ziegler propose de créer deux droits nouveaux, le droit de se nourrir et le droit d'accueil provisoire qui protégerait les réfugiés de la faim.

Jean-Claude Roger

Les Verts Noisy le Sec  
06 60 92 49 06

49 rue henri barbusse  
[noisygramverts@free.fr](mailto:noisygramverts@free.fr)

93130 Noisy le Sec  
<http://vertsnoisy.blogspot.com>

**FORMULAIRE D'ADHÉSION**

**Les Verts**

Service adhésions 247 rue du Fg St Martin 75010 PARIS